



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 20 août 2014
(OR. en)

12570/14

DEVGEN 199
RELEX 688
ACP 137
COHAFA 89
WTO 229
ONU 103
OCDE 7

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur
Date de réception:	14 août 2014
Destinataire:	Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2014) 501 final
Objet:	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport annuel 2014 sur les politiques de l'Union européenne en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en oeuvre en 2013

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2014) 501 final.

p.j.: COM(2014) 501 final



Bruxelles, le 13.8.2014
COM(2014) 501 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

**Rapport annuel 2014 sur les politiques de l'Union européenne
en matière de développement et d'aide extérieure
et leur mise en oeuvre en 2013**

{SWD(2014) 258 final}

Responsabilité mondiale
Solidarité mondiale
Valeurs mondiales

Aider les pays et les personnes qui en ont le plus besoin

Jamais la politique de développement de l'Union européenne (UE) n'a été si importante et efficace. Elle diffuse les valeurs européennes dans un monde en rapide mutation et accroît l'influence de l'Union et le respect qu'elle suscite. Par-dessus tout, elle apporte une contribution décisive à notre objectif premier d'éradiquer l'extrême pauvreté une fois pour toutes.

En 2013, l'Union a continué d'apporter un soutien financier et politique au profit du développement dans le monde. Elle a engagé un montant substantiel de 14,86 milliards d'EUR en faveur de l'aide extérieure au développement. Conformément au programme pour le changement¹ – le projet détaillé de la Commission pour une politique efficace en matière de développement axée sur l'aide aux pays et aux personnes qui en ont le plus besoin – les pays à faible revenu et les pays les moins avancés sont les principaux bénéficiaires de cette aide.

L'UE et ses 28 États membres demeurent, quant à eux, le plus grand donateur d'aide du monde. Nous reconnaissons que nous pourrions œuvrer davantage – en particulier si nous voulons atteindre notre objectif collectif, qui est de consacrer au développement 0,7 % du revenu national brut (RNB) de l'UE d'ici 2015. Et nous reconnaissons également que la coopération au développement est plus qu'une question d'argent. Nous sommes fiers que l'aide aux pays en développement, soutenue par plus de 80 % des citoyens européens² mette tout particulièrement l'accent sur la lutte contre la pauvreté. Tout en ayant à l'esprit que nous devons aussi nous attacher à placer les pays partenaires aux commandes du processus et à rendre la fourniture de l'aide aussi efficace que possible.

Poser les bases financières du développement

En décembre 2013, le Parlement européen a approuvé les instruments financiers en faveur de l'action extérieure de l'UE³ pour la période 2014-2020. Un élément central de cet ensemble d'instruments pour le développement est l'objectif d'éliminer la pauvreté au niveau mondial tout en veillant à ce que nos pays partenaires aient en main les rênes de leur propre développement.

Le cadre financier pluriannuel (CFP) traduit les priorités politiques de l'UE pour la période 2014-2020 en termes financiers et définit comment les montants convenus seront dépensés dans le domaine de l'action extérieure, y compris le développement. L'UE concentrera la coopération avec ses partenaires extérieurs sur quatre domaines politiques prioritaires: l'élargissement, le voisinage, la coopération avec des partenaires stratégiques et la coopération au développement.

¹ COM(2011) 637 final du 13.10.2011.

² Eurobaromètre spécial 405, «L'aide au développement de l'UE et les objectifs du Millénaire pour le développement».

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_405_fr.pdf.

³ http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-13-1134_en.htm.

Le montant total convenu pour les instruments financiers alloués à l'action extérieure s'élève à un peu plus de 51,4 milliards d'EUR pour la période 2014-2020. Un autre montant de 30,5 milliards d'EUR sera alloué à la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ainsi que les pays et territoires d'outre-mer (PTOM), au titre du 11^e Fonds européen de développement, qui ne fait pas partie du budget de l'Union.

Le Parlement européen participera à la fixation de priorités en matière de coopération extérieure de l'Union avant la programmation des instruments financiers extérieurs. L'amélioration de la coordination entre l'UE et les États membres afin de porter au maximum l'incidence et la visibilité de l'aide – en particulier par une programmation conjointe de l'aide – constituera également une caractéristique essentielle.

De plus, l'Union européenne recourt de plus en plus à des sources de financement innovantes en faveur du développement, notamment des mécanismes de cofinancement et des fonds du secteur privé.

Mise en œuvre du programme pour le changement

En raison de la nécessité d'utiliser le mieux possible notre aide extérieure au développement, la Commission européenne a amorcé un changement dans la politique de développement. En 2013, nous avons progressé davantage vers la réalisation de notre principal objectif d'éliminer l'extrême pauvreté dans le monde en une seule génération.

Investir dans notre avenir

Le monde, et en particulier le monde en développement, évolue rapidement. Le PIB mondial a augmenté d'un tiers depuis 2000, mais cette hausse a été menée par les pays en développement, qui sont responsables de 70 % de la croissance mondiale au cours des dix dernières années. Le PIB de l'Afrique subsaharienne a augmenté de 84 % depuis 2000. L'Afrique est désormais le continent dont le taux de croissance est le plus rapide et la population la plus jeune.

En conséquence, nous assistons à un transfert majeur au niveau de l'influence et des marchés mondiaux, des pays développés vers les pays émergents et les pays les moins avancés. Il y a 50 ans, les économies émergentes et en développement représentaient à peine 25 % du PIB mondial. Aujourd'hui, ce taux est de 50 % et il dépassera probablement 66 % au cours des dix prochaines années. Cette nouvelle positive montre que la coopération au développement dépasse le domaine de la solidarité: elle consiste à investir dans un avenir meilleur profitable à tous.

En 2013, l'UE s'est efforcée de mettre en œuvre les recommandations politiques présentées dans le programme pour le changement et de résoudre les difficultés auxquelles nous sommes confrontés en matière de développement, en se concentrant sur les pays et les citoyens les plus pauvres du monde et sur les domaines dans lesquels l'Union peut clairement apporter une valeur ajoutée.

La bonne gouvernance, notamment le respect des droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, ainsi que le soutien en faveur d'une croissance durable et inclusive fondée sur des facteurs tels que l'agriculture et l'énergie durables, sont les deux ensembles de priorités politiques connexes qui renforcent chacun les piliers servant de base au programme pour le changement.

Un suivi approfondi de la programmation nationale a été organisé en 2013 afin de veiller à ce que l'action de l'UE cible au maximum trois secteurs de concentration reflétant ces priorités politiques. En outre, le programme pour le changement nous engage à fournir au moins 20 % de l'aide extérieure au développement pour soutenir l'inclusion sociale et le développement humain, et à suivre de près le financement de la lutte contre le changement climatique. Des plans de programmation conjointe avec les États membres de l'UE et d'autres donateurs ont progressé dans plus de 40 pays dans le monde et incluent plusieurs États fragiles.

Une croissance inclusive et durable

La malnutrition est la cause d'au moins un tiers des décès d'enfants dans le monde en développement et la principale cause de mortalité de 20 % des mères. En 2013, l'UE a intensifié ses efforts pour lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde, en présentant une nouvelle proposition politique exposée dans la communication de la Commission intitulée «Améliorer la nutrition maternelle et infantile dans le cadre de l'aide extérieure: un cadre stratégique de l'UE». Cette communication a été présentée en mars lors d'une réunion à Bruxelles du mouvement Scaling up Nutrition (SUN), une plateforme mondiale qui a pour objet de relever le défi de la malnutrition. La Commission a pour objectif d'améliorer la nutrition des mères et des enfants afin de réduire la mortalité et les maladies ainsi que les obstacles à la croissance et au développement dus à la malnutrition. Au cœur de notre politique figure un engagement de 3,5 milliards d'EUR en vue de réduire de sept millions le nombre d'enfants présentant un retard de croissance d'ici à 2025.

Le Cambodge relance les exportations de riz

L'UE a soutenu le développement des PME au **Cambodge** au moyen d'une contribution de 8,6 millions d'EUR versée à un fonds d'affectation spéciale multidonateurs géré par la Société financière internationale. Ce programme, dont l'UE est le principal contributeur, renforce la compétitivité des PME dans le secteur du riz. Il s'agit notamment d'améliorer les capacités d'usinage du riz dans le pays et de soutenir la commercialisation du riz cambodgien, qui s'est vu décerner le prix du «Meilleur riz du monde» en 2012 et 2013. Ainsi, la valeur et le volume des exportations de riz cambodgien ont plus que doublé en 2013.

Dans le monde, environ 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et près de trois milliards de personnes utilisent des combustibles solides, à savoir la biomasse traditionnelle et le charbon, pour cuisiner et se chauffer. À titre d'engagement vis-à-vis de l'initiative des Nations unies sur l'énergie durable pour tous (*Sustainable Energy for All initiative – SE4ALL*), l'UE s'est fixé l'objectif de permettre à 500 millions de personnes supplémentaires d'accéder à l'énergie durable d'ici à 2030 et a alloué des fonds en faveur de la coordination, de la diffusion et du suivi de cet effort international au cours d'une période de trois ans.

En 2013, l'UE a soutenu des projets de production d'énergie dans le monde en développement en utilisant ses ressources pour cofinancer des subventions pour le développement avec d'autres instruments de fonds propres. En Afrique subsaharienne, 400 millions d'EUR ont été alloués au titre du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures, mobilisant ainsi un investissement significatif d'au moins 4 milliards d'EUR. Des initiatives telles que le mécanisme d'assistance technique de l'UE d'une valeur de 80 millions d'EUR sont disponibles pour aider les pays partenaires à perfectionner et étendre leurs politiques, afin d'attirer les investissements privés nécessaires pour développer un secteur de l'énergie durable.

Entre 2007 et 2012, le taux d'emploi de la population mondiale en âge de travailler a augmenté de 60,3 % à 61,3 %. En vue de promouvoir une croissance inclusive qui permette aux plus pauvres de participer à des activités générant des revenus, l'aide de l'UE a bénéficié à 8,8 millions de personnes et a permis de fournir un enseignement technique et professionnel à 7,7 millions de personnes entre 2004 et 2012.

Les migrations ont été au cœur de l'information en 2013. La communication de la Commission européenne intitulée «Maximiser l'effet positif des migrations sur le développement»⁴ a servi de base à la position commune de l'UE et de ses États membres présentée au dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, organisé par l'Assemblée générale des Nations unies les 3 et 4 octobre. La position de l'Union insiste sur le fait que la migration doit être reconnue comme facteur de développement économique, social et environnemental inclusif et que les stratégies de développement reconnaissent la migration et la mobilité comme «facteurs» de développement.

Bonne gouvernance

En 2013, l'UE a accompli de nouveaux progrès dans la mise en œuvre du plan d'action de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie⁵. Elle a continué de soutenir activement les organisations de la société civile et des dialogues spécifiques sur les droits de l'homme ont été organisés dans plus de 20 pays. L'UE a déployé des missions d'observation électorale pour soutenir la démocratie et la démocratisation notamment au **Kenya**, au **Pakistan**, au **Honduras** et au **Mali**.

Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'UE a lancé deux nouvelles missions: la mission de formation de l'UE au **Mali** et la mission d'assistance aux frontières en **Libye**. Au total, l'UE a déployé plus de 7 000 civils et militaires en 2013 dans le cadre de 12 missions civiles et de quatre opérations militaires.

En décembre 2013, la Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont adopté une communication conjointe intitulée «L'approche globale de l'UE à l'égard des crises et conflits extérieurs»⁶ en vue d'intensifier les efforts entrepris par l'UE pour rendre son action extérieure plus cohérente, plus globale et plus efficace.

Paix et stabilité

La paix et la sécurité sont des facteurs indispensables au développement durable et à l'éradication de la pauvreté, et l'inverse est tout aussi vrai. L'UE demeure au premier plan des efforts visant à promouvoir la paix et la stabilité, en reconnaissant que l'utilisation effective de l'aide au développement peut être un élément essentiel pour instaurer un changement durable.

⁴ COM(2013) 0292.

⁵ https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/131181.pdf.

⁶ JOIN(2013) 30 final du 11.12.2013.

À titre d'exemple, le **Mali** a figuré au rang des priorités essentielles de l'Union en 2013. En février, l'aide au développement en faveur du pays africain a été relancée à la suite de l'adoption rapide par les autorités maliennes d'une feuille de route pour la transition visant à restaurer la démocratie et la stabilité. Environ 250 millions d'EUR ont été mobilisés pour répondre aux besoins immédiats de la population malienne – en se concentrant sur la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement et mettre en oeuvre de nouvelles propositions visant à contribuer à la relance de l'économie.

En mai 2013, une importante conférence internationale de donateurs «Ensemble pour un nouveau Mali» a été organisée par l'UE, la France et le Mali à Bruxelles. Lors de la conférence, un montant total de 3,25 milliards d'EUR a été réuni pour soutenir les priorités du développement au Mali: une mobilisation décisive de soutien et de solidarité émanant des plus hauts niveaux de la communauté internationale.

Lors d'une conférence internationale sur la **Somalie** organisée à Bruxelles le 16 septembre 2013, l'UE a engagé quelque 650 millions d'EUR supplémentaires pour soutenir la dynamique positive dans le pays et veiller à ce qu'il reste sur la voie de la stabilité et de la paix. Les nouveaux financements permettront d'assurer la fourniture de services de base comme les soins de santé, l'eau potable et l'éducation.

La conférence sur le New Deal pour la Somalie a été un événement déterminant dans les relations entre l'UE et le pays, en réunissant la communauté internationale et la Somalie pour approuver l'accord-cadre somalien, promettre le soutien nécessaire à sa mise en oeuvre et, par-dessus tout, engager toutes les parties en faveur de ce nouveau processus politique. En tant que principal donateur pour la Somalie, l'UE a alloué environ 521 millions d'EUR entre 2008 et 2013. Entre autres résultats significatifs, ce soutien a permis de scolariser 40 000 enfants, d'approvisionner un demi-million de personnes en eau potable et d'aider 70 000 personnes à élever du bétail.

L'UE a confirmé son engagement de longue date à soutenir l'**Afghanistan** pendant la transition et la décennie de transformation. Le mandat de la mission de police de l'Union européenne en Afghanistan pour soutenir la police civile et l'État de droit a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2014. En 2013, l'UE a affecté 196,5 millions d'EUR en faveur du développement local et de la gouvernance, d'élections crédibles et transparentes, de la coopération régionale de l'Afghanistan avec ses voisins, du développement de l'agriculture et de la police.

Depuis la nouvelle explosion de violence fin 2012 en République centrafricaine, l'UE a multiplié les contacts avec ses partenaires. À la mi-août, la Commission européenne a adopté, dans le cadre de l'instrument de stabilité, un programme de stabilisation pour un montant de 10 millions d'EUR en réaction à la crise qui a suivi le coup d'État. La violence intercommunautaire a précipité le pays dans une crise humanitaire et la Commission a alloué une aide de 39 millions d'EUR. L'UE a également octroyé une aide de 50 millions d'EUR à la **mission internationale de soutien à la République centrafricaine sous conduite africaine (MISCA)**. Il est prévu de fournir un nouveau soutien à la MISCA.

Un contrat d'appui à la consolidation de l'État **pour la Côte d'Ivoire** d'une valeur de 115 millions d'EUR a été une composante clé de la stratégie générale de l'UE visant à stabiliser le pays, restaurer l'autorité de l'État et promouvoir une croissance inclusive en 2013.

Solidarité et soutien

De même, l'UE a été le donateur le plus important et le plus visible en soutenant la transition **du Myanmar/de la Birmanie** vers la démocratie et a maintenu, en 2013, son soutien en faveur du changement. Le 5 mars 2013, le président Van Rompuy, le président Barroso et le président du Myanmar/de la Birmanie, U Thein Sein, ont fait une déclaration conjointe lors de la visite du président U Thein Sein à Bruxelles. La déclaration a été un événement important dans les relations entre l'UE et le Myanmar/la Birmanie, étant donné qu'elle ouvre des perspectives sur la voie de la mise en place d'un partenariat durable et de projets pour la démocratisation, la réconciliation nationale et la libéralisation de l'économie.

Le cadre global sur les politiques de l'UE en faveur du Myanmar/de la Birmanie définit les objectifs et les priorités de l'Union et des États membres afin d'établir un partenariat durable et de promouvoir des contacts plus étroits avec le pays. Il s'agit d'un effort collectif s'appuyant sur des mesures visant à soutenir la paix, la démocratie, le développement et le commerce.

En novembre 2013, durant la première réunion de la task force UE-Myanmar, le commissaire Piebalgs a proposé les principaux secteurs pour la coopération au développement avec le Myanmar/la Birmanie pour la période 2014-2020, comme le développement rural, l'éducation, la gouvernance et le soutien à la consolidation de la paix.

SWITCH-SMART

En novembre 2013, le commissaire Piebalgs a lancé le programme SWITCH-SMART (*SMEs for Environmental, Accountability, Responsibility and Transparency*) au Myanmar/en Birmanie. Le projet soutient la fabrication durable de vêtements «fabriqués au Myanmar/en Birmanie» en s'efforçant d'améliorer la compétitivité internationale des PME de ce secteur. Ce projet de trois ans est financé par l'UE à hauteur de 2 millions d'EUR et vise à réduire la pauvreté par le développement des échanges et du secteur privé au Myanmar/en Birmanie.

La **Syrie** est restée enlisée dans un conflit qui a également des conséquences sur la stabilité des pays voisins, en particulier le Liban et la Jordanie. L'UE a joué un rôle important dans le maintien du dialogue politique avec les parties prenantes pour proposer une solution politique en Syrie et a participé activement aux préparations de la conférence pour la paix en Syrie (Genève II). En 2013, l'UE a décidé de modifier son régime de sanctions au bénéfice de la population syrienne et de l'opposition syrienne, tout en continuant de faire pression sur le régime même. Elle a également inclus une enveloppe supplémentaire de 400 millions d'EUR pour 2013 destinée à couvrir les besoins prioritaires de la population touchée par le conflit en Syrie et dans la région. En 2013, l'UE et ses États membres sont restés les plus grands donateurs d'aide humanitaire (plus de 2 milliards d'EUR) pour les 9,3 millions de personnes touchées par le conflit, dont près de la moitié sont des enfants. L'aide européenne est parvenue à 80 % de la population touchée.

L'UE soutient activement la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'élimination des armes chimiques en Syrie et a fourni un soutien matériel à la mission des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Les enfants syriens en détresse

Grâce à l'aide de l'UE, en Syrie, en Jordanie et au Liban, au moins 780 000 enfants, dont beaucoup se trouvent dans des camps de réfugiés ou font partie des populations déplacées à l'intérieur des pays, reçoivent un enseignement adapté au programme scolaire syrien, de façon à pouvoir poursuivre leur scolarité. Environ 10 000 enseignants sont formés à des méthodes d'enseignement ou de soutien psychosocial afin de pouvoir instruire et soutenir plus efficacement les enfants touchés par le conflit.

Initiative de l'UE «Les enfants de la paix»: investir le prix Nobel en faveur de l'avenir

Les enfants sont les victimes les plus vulnérables des conflits. Après avoir reçu le **prix Nobel de la paix 2012** pour ses réalisations en matière de paix sur le continent européen, l'UE a consacré sa récompense financière aux garçons et filles dans le monde qui ne peuvent pas grandir dans un pays en paix.

En Colombie, les enfants bénéficient d'un projet destiné à prévenir le recrutement d'enfants par des groupes armés. Au Soudan du Sud, les fonds sont utilisés pour aider les enfants à commencer une nouvelle vie après des années de conflit. Au Pakistan, l'initiative soutient l'éducation et la protection des enfants déplacés à l'intérieur du pays par le conflit. En novembre 2013, l'UE a confirmé sa décision de poursuivre l'initiative «Les enfants de la paix» en annonçant l'octroi d'autres fonds pour de nouveaux projets en 2014.

En tant que principaux donateurs humanitaires dans le monde, l'UE et ses États membres ont réagi avec détermination aux catastrophes naturelles, aux conflits armés et aux crises prolongées tout au long de l'année 2013. L'assistance en cas de crise fournie par la seule Commission européenne en 2013 s'est élevée à 1,3 milliard d'EUR et a été mise en place dans plus de 90 pays.

L'UE a également intensifié ses efforts pour renforcer la résilience dans les pays vulnérables aux crises avec la finalisation, en juin 2013, de son plan d'action pour la résilience dans les pays sujets aux crises, 2013-2020 (*Action Plan for Resilience in Crisis Prone Countries 2013-2020*)⁷.

Le cyclone tropical Haiyan, l'un des plus puissants jamais répertoriés, s'est abattu sur les **Philippines** les 7 et 8 novembre 2013. Du fait de sa puissance et de sa taille extraordinaires, environ 14 à 16 millions de personnes ont été directement touchées et l'ampleur des dégâts est considérable. Le nombre de morts a dépassé les 10 000 personnes. Le cyclone a suivi un séisme d'une magnitude de 7,2 sur l'échelle de Richter qui a touché les Philippines en octobre, détruisant les habitations et réduisant à néant les moyens de subsistance de quelque 350 000 personnes.

L'UE a réagi rapidement en affectant plus de 43 millions d'EUR aux besoins humanitaires d'urgence et afin de soutenir les efforts de redressement et de reconstruction de la première heure. L'UE a contribué à garantir une transition en douceur de la gestion de la crise immédiate à la reconstruction de la vie de la population. Parmi les domaines d'intervention figurent la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les

⁷ SWD(2013) 227 final du 19.6.2013.

réparations des réseaux électriques, la santé de base, le soutien aux moyens de subsistance, des abris et la réparation d'infrastructures pour garantir une meilleure résilience aux typhons et aux séismes à l'avenir.

L'UE est restée pleinement engagée dans les efforts destinés à faciliter la transition politique et économique en 2013. En particulier, elle a participé aux efforts visant à résoudre la polarisation accrue en Égypte. L'aide de l'UE en **Égypte** a été revue après l'éclatement des violences qui a suivi l'éviction du président Mohamed Morsi. L'aide extérieure au développement de l'UE est désormais axée sur le secteur socioéconomique, ciblant ainsi les personnes qui en ont le plus besoin, et sur le soutien à la société civile.

La politique européenne de voisinage (PEV) demeure la base en vue d'établir un espace de prospérité avec les voisins de l'Union au moyen d'une association politique, d'un approfondissement de l'intégration économique et d'un renforcement de la coopération. En 2013, l'UE a poursuivi ses efforts visant à soutenir et encourager les transitions démocratiques dans la région et a débloqué, au total, environ 1,3 milliard d'EUR en nouveaux engagements. L'UE reste le partenaire commercial unique le plus important pour la quasi-totalité des pays du voisinage.

Des progrès significatifs ont été accomplis dans la mise en œuvre du partenariat oriental en 2013. Le sommet du partenariat oriental à Vilnius en novembre a constitué un événement marquant de la relation de l'Union avec nos plus proches voisins orientaux. Les négociations d'accords d'association, notamment sur la création de zones de libre-échange approfondi et complet, avec la République de **Moldavie** et la **Géorgie** ont été achevées en substance et les accords ont été signés.

En 2013, les relations avec l'**Ukraine** ont principalement consisté à aider le pays à remplir les conditions permettant la signature d'un accord d'association comprenant la création d'une zone de libre-échange approfondi et complet. Le gouvernement ukrainien a annoncé sa décision de suspendre la signature dudit accord d'association à la fin du mois de novembre. Toutefois, les progrès accomplis durant l'année ont été considérables. Des décaissements des programmes de soutien budgétaire, qui avaient été suspendus en raison d'inquiétudes liées à la gestion des finances publiques, ont finalement été débloqués, reflétant les étapes positives franchies par les autorités ukrainiennes. L'UE est engagée à soutenir la stabilisation économique et financière de l'Ukraine, notamment en contribuant au développement de la société civile et du secteur privé.

Avec le nouvel instrument européen de voisinage, une approche incitative, qui est l'une des principales caractéristiques de la nouvelle politique de voisinage, permettra à l'UE d'accroître son soutien en faveur des partenaires qui mettent en œuvre un réel et vaste processus de démocratisation, y compris le respect des droits de l'homme et des objectifs de réforme convenus.

Les OMD et au-delà – Une vie décente pour tous, dans le monde entier

L'année 2013 s'est avérée fondamentale pour l'orientation des discussions mondiales sur le cadre pour l'après-2015. L'Union européenne et ses États membres continuent de jouer un rôle central dans les discussions sur le cadre pour le développement qui succédera aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) après 2015. En février 2013, la Commission a publié sa communication novatrice intitulée «Une vie décente pour tous»⁸ dans laquelle elle propose une vision de l'UE concernant un cadre pour l'après-2015, à

⁸ COM(2013) 92 final du 27.2.2013.

savoir éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030 tout en garantissant un développement durable pour la planète, et a présenté une feuille de route pour y parvenir.

Cette vision a posé les jalons de la position de l'UE sur l'après-2015 et a alimenté les discussions au Parlement européen. En outre, dans le cadre des Nations unies, elle a été reflétée dans un rapport du groupe de haut niveau, dont le commissaire Piebalgs était membre, et dans le document final de la manifestation spéciale sur les objectifs du Millénaire pour le développement lors de l'Assemblée générale des Nations unies tenue à New York en septembre. Ce document, approuvé par tous les chefs d'État ou de gouvernement, a illustré l'accord global sur la nécessité d'une voie commune et unique vers l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

Le 23 septembre, la Commission a publié de nouveaux chiffres montrant la contribution de l'Union européenne à la lutte contre la pauvreté dans le monde⁹ entre 2004 et 2012. Ces chiffres sont impressionnants. De fait, le financement de l'UE a permis de réduire la pauvreté mondiale et de soutenir les OMD, améliorant ainsi la vie de millions de personnes. Par exemple, grâce à l'aide extérieure au développement apportée par l'UE depuis 2004, plus de 70 millions de personnes (plus que la population française) ont bénéficié d'un raccordement à une eau potable de meilleure qualité, 14 millions d'enfants ont été inscrits dans l'enseignement primaire et plus de 46 millions de personnes ont bénéficié d'une aide afin de garantir la sécurité alimentaire.

L'initiative OMD de l'UE

Dans l'ensemble, des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine des OMD jusqu'en 2010. Toutefois, dix ans après leur adoption, de nombreux pays sont toujours loin d'atteindre certains OMD. L'UE a donc lancé une nouvelle initiative OMD en 2010, qui met à disposition un financement ciblé sur les besoins et un financement axé sur les performances, d'une valeur de 1 milliard d'EUR. Sur ce montant, 700 millions d'EUR ont été affectés aux OMD les plus en retard, comme la lutte contre la faim, la santé maternelle et la mortalité infantile, et 300 millions d'EUR ont été attribués à des pays qui ont fait preuve d'efficacité dans la mise en œuvre de l'aide. À ce jour, l'initiative OMD de l'Union a financé 70 projets dans 46 pays.

Toujours dans le cadre des efforts accomplis en matière d'OMD et de la lutte mondiale contre la pauvreté, des progrès majeurs ont été accomplis dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Selon les estimations, à la fin de 2013, les subventions allouées par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à plus de 140 pays ont permis d'administrer des traitements antirétroviraux contre le VIH/sida à plus de 6,1 millions de personnes, de dépister et de traiter 11,2 millions de nouveaux cas de tuberculose infectieuse et de fournir aux ménages plus de 360 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide afin de prévenir le paludisme. Mais des millions de personnes sont encore exposées au risque de contamination. Pour faire face à cette situation, l'UE a annoncé, fin 2013, qu'elle augmenterait sa contribution au Fonds mondial pour la porter à 370 millions d'EUR sur la période 2014-2016.

⁹ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-852_fr.htm.

Journées européennes du développement

Le cadre pour l'après-2015 et la communication «Une vie décente pour tous» étaient également au cœur des Journées européennes du développement 2013 organisées à Bruxelles en novembre 2013. Cet événement annuel continue de rassembler des décideurs politiques, des représentants de la société civile, des organismes de recherche et le secteur privé de pays développés ou en développement afin de discuter des questions actuelles les plus urgentes en matière de développement. L'événement de 2013 n'y a pas fait exception et a attiré un nombre record de plus de 5 500 participants.

Citoyens européens: aider les pays en développement est également bénéfique pour nous

Selon une enquête spéciale Eurobaromètre menée à l'occasion des Journées européennes du développement organisées à Bruxelles les 26 et 27 novembre, 66 % des citoyens européens estiment que la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement devrait compter parmi les priorités essentielles de l'Union européenne. Près de sept personnes sur dix (69 %) estiment qu'aider ces pays est également bon pour l'UE et bénéfique pour ses citoyens.

Perspectives

En 2014, l'UE progressera encore davantage dans la mise en œuvre du programme pour le changement et amplifiera les effets de sa stratégie en matière de coopération au développement.

Les principes directeurs du programme pour le changement continueront de guider le processus de programmation des instruments de notre action extérieure et du Fonds européen de développement. Dans le programme pour le changement, l'appel à renforcer le rôle du secteur privé pour parvenir à une croissance inclusive et durable sera traduit en propositions concrètes sous la forme d'une communication de la Commission qui sera présentée durant le premier semestre 2014.

En outre, le programme pour le changement invite l'UE à adopter une approche fondée sur les droits, afin que les droits et la gouvernance soient pris en considération comme des facteurs de progrès, de développement et d'émancipation. En conséquence, la Commission œuvrera pour intégrer de manière systématique les principes et les normes en matière de droits de l'homme ainsi que leur respect dans l'ensemble du processus de développement.

En 2014, les travaux se poursuivront en vue d'accroître l'efficacité et l'efficacité de la coopération au développement par une meilleure coordination, des politiques plus cohérentes et une responsabilisation accrue. À cet égard, l'élaboration d'un cadre de résultats de l'UE sera finalisée et de nouveaux progrès seront réalisés dans le processus de programmation conjointe de l'UE.

L'Union européenne et ses États membres maintiendront la pression afin d'atteindre l'ensemble des OMD avant leur date cible de 2015 et continueront à jouer un rôle constructif dans le processus mondial consistant à élaborer un cadre pour l'après-2015 afin de progresser à cet égard.

Dans l'ensemble, l'année 2015 s'annonce cruciale pour le développement. Conscients de ce fait, fin 2013, le Parlement et le Conseil étaient proches d'une décision visant à proclamer l'année 2015 «Année européenne du développement». Il s'agirait d'une occasion idéale pour l'Union européenne d'informer ses citoyens sur la valeur ajoutée apportée par la coopération au développement de l'Union et de montrer les résultats qu'elle a déjà obtenus. Et également de souligner la capacité unique de l'UE à exploiter les forces combinées de ses États membres en matière de lutte contre la pauvreté et de défense du développement, de la paix et de la prospérité dans le monde entier, de façon à atteindre des objectifs encore plus ambitieux à l'avenir.